

Les dangers du discours sur la décroissance

Cyril Di Méo et Jean-Marie Harribey

Politis, n° 917, 14 septembre 2006¹

Les « marches pour la décroissance » se sont multipliées cet été, traduisant l'installation de la notion de décroissance au sein de la galaxie altermondialiste. Cet attrait nouveau a l'avantage, diront certains, de mettre la question écologique au centre d'une mouvance souvent productiviste qui « oublie » l'écologie. Mais cela se fait avec la propagation d'idées relativement dangereuses dépassant la seule question écologique. La critique de l'« économicisme », l'éloge de la pauvreté et la promotion d'une « sortie de l'économie monétaire » montrent que c'est à la modernité que s'attaquent les décroissants, beaucoup plus qu'au capitalisme réel, notamment celui de la phase néolibérale actuelle.

Economie, « économicisme », « économicisme », « oxymore de l'économie sociale », les néologismes sont de plus en plus nombreux pour critiquer la domination du développement, de l'économie et du libéralisme. Mais, plus qu'une pensée critique de la forme capitaliste de l'économie moderne, c'est une remise en cause générale de l'économie sous couvert d'une dénonciation de l'économicisme qui est en jeu. L'économie est « essentialisée », « occidentalisée » sur la base d'un anti-marxisme et d'un anti-libéralisme primaires. D'une part, les décroissants rejettent une des principales avancées de l'économie politique marxiste : la description de différents modes de production, de consommation et de répartition des richesses, montrant que ces systèmes prennent des formes culturelles et historiques variables. D'autre part, ils attaquent le libéralisme pour ce qu'il a d'« européocentré », d'« occidental », d'« économiciste », notions extrêmement vagues, et non pas pour ce qu'il représente en termes de rapports sociaux. Ils se privent ainsi d'une économie politique réelle au profit de la promotion d'un imaginaire « non-économiciste » et ils passent à côté des destructions modernes du capitalisme, notamment la précarisation croissante. C'est d'ailleurs pour cela que leur éloge récurrent et général de la pauvreté, de la frugalité, de la simplicité volontaire pose question à un moment où le capitalisme crée de plus en plus de pauvreté subie. La substitution d'une critique esthétique ou métaphysique à une critique sociale du capitalisme n'est donc pas sans dangers.

Mais, là où la décroissance pose le plus de problèmes aux défenseurs des services publics et non marchands, c'est dans les propositions de « sortie » de l'économie monétaire ou de l'économie. Les décroissants vantent l'autoproduction, le don, les systèmes d'échange locaux (d'autant plus qu'ils peuvent passer pour être du troc) et nombre d'autres formes d'échange non monétaires. A titre individuel, ces expériences sont respectables et souvent utiles, mais, à titre collectif, elles posent de lourds problèmes. La monétarisation de la production et de la consommation permet, au-delà de la sphère marchande et via les prélèvements obligatoires, leur socialisation partielle dans le cadre de l'Etat-Providence. Assurance maladie, assurance chômage, retraites par répartition sont assises sur cette économie monétaire. Et c'est au nom d'une solidarité collective obligatoire et anonyme que s'exerce cette protection, c'est-à-dire une certaine redistribution. Que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ? Hélas, il y a tout à parier, qu'elles disparaîtraient au profit de protections individuelles, familiales ou communautaires.

¹ *Politis* a modifié le titre que nous avons donné à cet article qui est paru sous le titre « Du danger de la décroissance ».

Plus que jamais, les altermondialistes doivent être attentifs à ce qu'en leur sein n'apparaissent pas les idéologies qui accompagnent la destruction des rares avancées du salariat, notamment les systèmes de solidarité institutionnalisés par la protection sociale et l'éducation pour tous. Hélas, cette propagation des thèses décroissantistes est facilitée par la rigidité des positions productivistes, sourdes à l'écologie, encore fréquentes au sein du mouvement social et de l'altermondialisme. Mais la « sortie » de l'économie et des échanges monétaires serait périlleuse pour les systèmes de solidarité. Car la décroissance, plus qu'une critique écologique du productivisme, est bien une remise en cause des modes de socialisation contemporains de la richesse. Il y a donc urgence à ne pas laisser l'écologie aux seules mains des décroissants et à penser un développement alternatif de qualité.

Les voies d'une socialisation démocratique et d'une écologisation de l'activité économique restent à explorer. La part des activités non marchandes, c'est-à-dire dont le financement est collectif, doit progressivement s'étendre au détriment de la sphère de la marchandise qui ne peut être confondue avec la sphère monétaire. La réduction des inégalités, au Nord comme au Sud de la planète, pourra se faire essentiellement par le biais de l'augmentation et de l'amélioration des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, et par celui d'une répartition entre tous du travail à accomplir pour que chacun ait à moins travailler. Refuser l'idéologie de la décroissance n'enlèvera pas la nécessité de déconnecter progressivement le développement de la croissance, dès lors que les besoins essentiels sont satisfaits, parce que le mieux-être ne peut s'identifier perpétuellement au plus-avoir, mais cela n'a rien à voir avec un refus aveugle de la modernité et de la raison.

Cyril Di Méo, économiste, a publié *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; <http://cyril-dimeo.over-blog.com>

Jean-Marie Harribey, économiste, a dirigé pour Attac *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006 ; <http://harribey.u-bordeaux4.fr>